

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 25 novembre 2019

WASINSKI Christophe, *La grande offensive de la Défense dans les écoles secondaires*, Éclairage du GRIP, 25 novembre 2019, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/2857>



La grande offensive de la Défense dans les écoles secondaires

Par **Christophe Wasinski**

25 novembre 2019

Le site internet du ministère des Affaires étrangères comporte une page des plus intéressantes sur la problématique des « *enfants dans les conflits armés* »¹. On peut lire sur celle-ci que la politique belge se concentre sur tous les enfants impliqués dans les conflits, « *sans distinction* ». La même page met en évidence l'action de la Belgique dans ce domaine, recensant les nombreux traités et initiatives auxquels elle est partie prenante — tels que la Convention relative aux droits de l'enfant, ou sa collaboration avec le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies (SRSG) sur les enfants et les conflits armés². Au niveau international, la Belgique cherche donc à présenter un bilan impeccable dans le domaine de l'enfance et des conflits armés. Au niveau interne, en revanche, elle donne carte blanche à ses militaires pour effectuer exercices et promotion au sein des écoles secondaires sans se soucier des intérêts des enfants.

Un marketing militaire hélicoptéré

En février 2018, les forces armées belges lancent l'opération « *Poppy Flight* » dans le contexte des commémorations de la Première Guerre mondiale³. Dans le cadre de cette opération, un hélicoptère Agusta A-109 de la Défense se rend dans onze écoles des chefs-lieux des provinces et de la Région bruxelloise afin de distribuer, dans chacune, un colis de livres pouvant être utilisés pour donner des cours sur la guerre et la paix. L'opération consiste ensuite à établir un relais en hélicoptère entre les écoles. Concrètement, deux élèves par établissement montent dans l'hélicoptère et volent jusqu'à l'école suivante, où ils passent un coquelicot (« *poppy* ») témoin à deux autres jeunes.

On peut rappeler que le « *poppy* », ou coquelicot, est une référence au poème *In Flanders Fields* écrit par un officier canadien en hommage au décès d'un camarade pendant la Première Guerre mondiale.

Souvent présenté comme un symbole de paix, le coquelicot dont il est question dans ce poème a en fait été utilisé pour valoriser l'esprit de sacrifice dans le matériel de propagande lors du conflit⁴. On s'interrogera donc sur la pertinence du choix de ce symbole comme message de paix.

Les choses deviennent cependant beaucoup plus claires lorsque l'on apprend que l'opération « *Poppy Flight* » a aussi été pensée par les militaires comme un outil de promotion des carrières au sein des forces armées belges. Étrange façon de commémorer la paix que celle qui consiste à faire l'apologie de l'engagement au sein des forces armées.

L'hélicoptère n'est cependant pas le seul moyen utilisé pour impressionner les mineurs dans leurs écoles. En septembre 2018, la Défense expose un chasseur-bombardier F-16 dans une école de l'entité de Mettet, permettant à 320 élèves de voir de près la machine⁵. Interviewé par un journaliste de la RTBF à propos de cette initiative, un lieutenant-colonel belge reconnaît que cette action est destinée à faire la promotion de la Défense auprès des jeunes.

Des tirs à blanc dans les couloirs

En creusant le sujet, on prend vite conscience que ces opérations coexistent avec un marketing bien plus agressif de l'institution. En mars 2016, les militaires mènent un exercice antiterroriste dans une école primaire à Han⁶. Lors de cet entraînement, les soldats appréhendent trois « *terroristes* » à l'intérieur des bâtiments scolaires. Ils procèdent également à l'évacuation des 130 élèves de l'établissement. Après l'opération, les militaires organisent une exposition de leur matériel pour les enfants.

Le 20 septembre 2018, un second exercice de ce type se tient à Nivelles. Selon la presse : « *Des militaires ont eu l'ordre d'entrer dans les caves [du collège Sainte-Gertrude], afin de libérer deux (faux) otages aux mains des ennemis*⁷ ». Une centaine de soldats sont impliqués dans ces manœuvres. Certains pénètrent dans un bâtiment en simulant des tirs. Les faux otages traversent le terrain de sport de l'école, escortés par des militaires cagoulés, armés, casqués. Ils sont ensuite évacués dans un hélicoptère posé sur le même terrain de sport.

Tout ceci se déroule lors d'une journée normale d'école, en pleine semaine. « *Le tout s'est passé sous les yeux des élèves de l'école secondaire, placés à l'écart pour assister au décollage de l'hélicoptère au sein de l'école. Ceux des classes primaires avaient vu leur récréation décalée pour se trouver à l'intérieur et en sécurité lors de cet exercice. C'est que, même avec les avertissements d'usage, certains des plus jeunes enfants risquaient de prendre peur et il a donc été décidé qu'ils n'assisteraient pas à ces scènes avec des hommes armés ouvrant le feu à l'intérieur de l'établissement*⁸ ». Pour être complet, on peut ajouter que l'exercice implique aussi l'institut de l'Enfant Jésus où les militaires ont mis la main sur une cache d'armes factices.

Au printemps 2019, le Commandement militaire de la Province de Liège annonce la tenue de manœuvres les 22 et 23 mai. Le communiqué faisant la promotion de l'événement indique de manière lapidaire que : « *L'exercice se terminera par*

l'évacuation des figurants de l'école de GLONS. Des vols d'hélicoptères et des tirs à blanc pourraient avoir lieu⁹ ».

En juin 2019, un représentant du deuxième bataillon commando de Flawinne est accueilli à l'Athénée de Rochefort, site de Jemelle¹⁰. Sa visite a pour but de faire connaître le métier militaire aux élèves et d'encourager les jeunes à rejoindre les forces armées. Le représentant des forces armées précise qu'il se rend « *dans des écoles, des clubs sportifs ou des mouvements de jeunesse et parfois, ma présentation suscite des vocations¹¹* ». L'article de presse qui relate cette visite précise que les élèves de la commune pouvaient participer à des activités organisées par les para-commandos, telles que des courses d'orientation ou des parcours d'obstacles, pendant la « *semaine blanche* » de cette école entre les 24 et 27 juin 2019.

Fin octobre 2019, les forces armées belges annoncent qu'elles mèneront un exercice nommé « *Freedom Guardian* ». Un volet de ces manœuvres de deux semaines consiste en la « *neutralisation de menaces asymétriques dans un environnement complexe en appui avec la police locale* »¹². Ce jargon désigne des interventions militaires dans le cadre de prises d'otages fictives.

Le premier de ces exercices se déroule à l'Athénée Royal de Malmédy¹³. L'officier en charge de l'opération déclare aux journalistes : « *On va réaliser une fouille systématique de chacun des locaux. Dès qu'on met la main sur des élèves, on les évacue dans le hall de sport et dès qu'on met la main sur des terroristes, on les neutralise* »¹⁴. Un élève interviewé explique par ailleurs : « *On nous a dit qu'on devait rester dans la classe jusqu'à ce qu'on vienne et on doit vraiment obéir aux ordres. Là, j'ai une plaie à la tête et je dois attendre qu'on m'évacue* »¹⁵. La vidéo de la RTBF montre des militaires qui tirent à blanc dans les couloirs de l'école et investissent les classes une à une. On voit aussi un figurant représentant un terroriste mort à terre. Des militaires courent avec des enfants sur leurs épaules. Le reportage présente les militaires comme étant « *placés dans des situations de stress extrême* ». Des bouchons de protection, destinés à protéger les jeunes tympanes des tirs à blanc, sont aussi visibles sur certaines images.

Le second exercice a lieu dans les bâtiments de l'Institut Jean XXIII à Rochefort-Jemelle le 22 octobre 2019. Il semble suivre un scénario assez proche. Les militaires pénètrent dans l'institution scolaire pour tuer des figurants jouant le rôle de « *terroristes* ». Un militaire déclare que : « *[L]'avantage est de pouvoir s'entraîner dans un vrai bâtiment et non dans un village fantôme en plaine d'exercice. Les élèves et les professeurs font partie intégrante de la manœuvre. Ce qui nous plonge dans une situation au plus proche de la réalité* »¹⁶. Les conditions réelles sont simulées au mieux : les militaires tirent à blanc dans le bâtiment et un figurant, devant lequel passent les enfants, incarne un « *terroriste* » mort à terre.

Les actions des militaires et l'attitude des directions des écoles impliquées dans les événements évoqués ci-dessus soulèvent bien des questions. L'école, plutôt que d'éduquer et protéger les jeunes, aura en fait contribué à les exposer à la propagande de l'institution militaire. Les établissements de Han, Nivelles, Rochefort et Malmédy ont

de fait activement contribué à la spectacularisation de la violence militaire dans l'enceinte même de l'école.

Il est par ailleurs anormal d'avoir dû confiner des élèves dans leur école à Nivelles à cause de ces exercices militaires. Cette dernière devrait avant toute chose être considérée comme un sanctuaire pour les enfants. Et que penser encore du fait d'utiliser des mineurs comme figurants dans un jeu de guerre, de tirer à l'arme automatique dans les couloirs ou d'y exposer un « *terroriste mort* ». Les militaires disent apprécier opérer en dehors de leurs terrains de manœuvre « *artificiels* ». Mais où est l'intérêt de l'enfant dans ces exercices ?

On notera que les militaires qui ont opéré dans ces écoles n'ont a priori pas vocation à mener d'actions antiterroristes sur le territoire national. Celles-ci sont d'abord du ressort des forces de police, et éventuellement de ses unités spéciales d'interventions — qui ne se donnent pas en spectacle dans les écoles à notre connaissance. Les opérations d'évacuation de ces classes ne sont donc pas comparables aux « *exercices incendies* » réalisés sous la supervision des pompiers qui, eux, contribuent à la sécurité des élèves. Non seulement cet exercice n'avait aucun intérêt pédagogique pour les élèves, mais il risquait en plus de les perturber sur le plan psychologique — les militaires reconnaissant que ces exercices sont stressants pour eux.

L'école à la rescousse de la Défense

Les tentatives de la Défense de prendre pied dans les écoles secondaires ne se limitent cependant pas à ces manœuvres. Les forces armées cherchent depuis peu à encourager l'enseignement francophone et flamand à développer une option sur les « *métiers de la sécurité* » au sein des écoles secondaires techniques dans les classes de 5^e et 6^e années¹⁷. En fait, les forces armées ne sont pas uniquement confrontées à un problème de recrutement. Elles peinent aussi à retenir leur personnel. Plutôt que de s'interroger sur les raisons profondes de ce phénomène, notamment en réévaluant les conditions de travail des soldats, l'institution militaire espère que les écoles secondaires viendront à sa rescousse. La Défense attend des écoles secondaires qu'elles lui servent sur un plateau des jeunes « *mieux préparés, afin d'optimiser le recrutement et la formation de base de son personnel*¹⁸ ». Il était même envisagé que des militaires dispensent une partie de la formation de ces jeunes et les accueillent en stage dans des bases. Les médias rapportaient à la fin du mois de juillet que ce projet n'avait pas encore été validé malgré un certain intérêt de la part des réseaux scolaires¹⁹. Même si ce projet n'aboutit pas, il atteste lui aussi de la volonté des militaires de s'imposer dans les établissements scolaires du secondaire.

Les écoles sont et doivent rester des lieux sanctuarisés pour les élèves. Il n'est pas normal que des mineurs soient confinés dans leurs classes pour permettre à des soldats de s'y entraîner. Il n'est pas non plus normal que ceux-ci se déplacent en tirant à blanc dans les couloirs, y laissent circuler de « *faux terroristes* » et demandent à un enfant de jouer le rôle d'un « *otage blessé* ». Il est difficile d'imaginer en quoi ce genre d'activité peut contribuer à améliorer le bien-être des écoliers. Le fait de profiter des commémorations de la Première Guerre mondiale, pendant laquelle des millions

d'hommes et de femmes ont été massacrés, pour faire la promotion de l'institution auprès de mineurs n'est pas non plus de nature à rassurer quant à l'état d'esprit qui prévaut au sein de la Défense.

De façon plus générale, les événements qui sont décrits ici posent aussi la question du contrôle politique sur les initiatives des forces armées en matière de recrutement et de propagande. Enfin, et c'est encore beaucoup plus grave, ces événements posent la question de la responsabilité, ou de l'irresponsabilité, des directions d'écoles qui ont autorisé les militaires à utiliser les enfants dont ils avaient la responsabilité pour aider les militaires à mener à bien leurs entraînements.

* * *

L'auteur

Christophe Wasiniski est membre du Centre REPI de l'ULB et chercheur associé au GRIP. Il enseigne à l'Université libre de Bruxelles. Ses recherches portent sur les questions de sécurité internationale.

-
1. La page « Enfants dans les conflits armés » est consultable sur diplomatie.belgium.be, page consultée le 19 novembre 2019.
 2. Maria Camello, « [Les enfants-soldats : un fléau qui perdure](#) », *Éclairage du GRIP*, 6 septembre 2019.
 3. Françoise Dubois, « [Ans : la Défense atterrit à l'Athénée pour un message de paix](#) », *RTBF.be Info*, 1^{er} février 2018.
 4. Frank McNally, « [Widow's weeds – An Irishman's Diary about poppies, war, and John McCrae](#) », *The Irish Times*, 27 janvier 2017. Voir aussi Paul Rogers, « [Red poppies and the arms trade](#) », *OpenDemocracy.net*, 12 novembre 2018 et Yannick Quéau, « [Les fleurs très politiques du 11 novembre](#) », *Osintpol.org*, 11 novembre 2016.
 5. « [Le lieutenant-colonel Villano espère susciter quelques vocations parmi les élèves de Mettet](#) », *Vivreici.be*, 12 septembre 2018.
 6. Nicolas Lembrée, « [Exercice militaire à l'école de Han](#) », *Matele.be*, 2 mars 2016.
 7. V.F., « [Exercice militaire à Nivelles : des otages évacués des caves du collège](#) », *La Dernière Heure*, 20 septembre 2018.
 8. *Ibid.*
 9. Communiqué du Commandement militaire de la Province de Liège, sur Facebook le 13 mai 2019.
 10. « Rochefort : la Défense recrute depuis les bancs de l'école », *Belga*, 5 juin 2019.
 11. *Ibid.*
 12. Information postée sur la page Facebook *Belgian Army*, 22 octobre 2019.
 13. Marc Mélon, « Prise d'otages dans une école à Malmedy : un exercice grandeur nature du 12^e de Ligne de Spa », *RTBF.be Info*, 21 octobre 2019.
 14. *Ibid.*
 15. *Ibid.*
 16. « [Impressionnant exercice militaire à l'Institut Jean XXIII de Rochefort](#) », *Matele.be*, 22 octobre 2019.
 17. Belga, « [La Défense suggère de créer à l'école une option sur les métiers de la sécurité](#) », *BX1*, 24 juillet 2019.
 18. *Ibid.*
 19. Claire Sadzot et Catherine Vanzeveren, « [Bientôt une option "préparation militaire" en 5e et 6e secondaire ?](#) », *RTL.be*, 29 juillet 2019.